

COMMUNE DE SIGY

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
(77)

**Demande d'examen au cas par cas
préalable à la réalisation d'une
évaluation environnementale pour le
zonage d'assainissement des eaux
usées et des eaux pluviales de la
commune de SIGY**

Article R. 122-17 II du Code de l'Environnement

*Zones mentionnées aux 1 à 4 de l'article L2224-10 du
Code Général des Collectivités Territoriales*

Dossier provisoire

01644137 | Janvier 2019 | v1





Bâtiment Octopus
11 rue Georges Charpak
77127 Lieusaint

Email : hydratec.lieusaint
@hydra.setec.fr

T : 01 79 01 51 30
F : 01 64 13 99 32

Directeur d'affaire : EOM

Responsable d'affaire : CMW

N°affaire : 01644137

Fichier : 44137_RAP_Zonage_Sigy_cas-par-cas_v1.docx

Version	Date	Etabli par	Vérifié par	Nb pages	Observations / Visa
1	Janvier 2019	YJF	YJF	31	

TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GENERALES	7
2	QUESTIONNAIRE	10
2.1	Questions générales de contexte.....	10
2.1.1	Caractéristiques des zonages et contexte.....	10
2.1.2	Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées 12	
2.2	Questions spécifiques	18
2.2.1	Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées.....	18
2.2.2	Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement	20
2.2.3	Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement	22
2.3	Auto-évaluation (Facultatif).....	22

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)	13
Figure 2 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)	14
Figure 3 : Légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France	15
Figure 4 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)	17
Figure 5 : Liste des arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles liées aux inondations sur la commune de Sigy	21
Annexe 1 Carte du projet de zonage eaux usées	27
Annexe 2 : Cartes du projet de zonage des eaux pluviales	29

1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

La personne publique responsable¹ doit transmettre à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre les réponses aux questions détaillées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE². Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

¹ La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCI,...)

² Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 5 1. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
- la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
- les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
- le caractère cumulatif des incidences ;
- la nature transfrontalière des incidences ;
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple)
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
 - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
 - d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
 - de l'exploitation intensive des sols ;
 - les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet.

Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

2 QUESTIONNAIRE

Sur la commune de Sigy, l'assainissement est non collectif et est géré par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Communauté de Communes Bassée-Montois (CCBM).

La présente demande au cas par cas concerne l'élaboration des zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

2.1.1 Caractéristiques des zonages et contexte

1) Une démarche de schéma directeur d'assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?

Un schéma directeur d'assainissement (SDA) réalisé en 1996 a fait l'objet d'une étude de création d'un système de collecte des eaux usées. La commune n'est toutefois pas allée au bout de la procédure de mise en place du zonage d'assainissement des eaux usées, et le volet eaux pluviales n'avait pas été traité.

2) Est-ce une révision de zonage d'assainissement

Non

- Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ?

Sans objet.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?

Sans objet.

- Quelle est la date d'approbation du précédent ?

Sans objet.

3) La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?

Non

4) Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale³ ?

Sans objet.

³ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

5) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?

La présente demande d'examen au cas par cas comprend un projet de zonage des eaux pluviales dont les prescriptions permettent de tendre vers le « zéro rejet ».

- **Si non, pourquoi ?**

Sans objet.

- **Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?**

Le but est de :

- limiter le ruissellement des eaux pluviales pouvant potentiellement générer des inondations,
- limiter la pollution du milieu naturel (dont l'Auxence) apportée par le ruissellement des eaux pluviales.

6) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ?

Non.

- **Si non, pourquoi ?**

Dans l'ensemble, aucun problème de ruissellement n'a été signalé par la commune. Les eaux pluviales se répartissent en différents point bas, et s'infiltrent normalement dans le sol ou rejoignent l'Auxence. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales actuellement en place dans les secteurs urbanisés permettent de diriger les eaux de ruissellement vers des champs où elles vont infiltrer.

La commune a indiqué quelques problèmes d'inondation par la crue de l'Auxence dans les secteurs ruraux éloignés des habitations.

7) Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?

Sans objet.

8) Existe-t-il des ouvrages de rétention des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?

Plusieurs fossés permettent le stockage puis l'infiltration des eaux de ruissellement. Ils sont localisés :

- Chemin de l'Eglise,
- Route de Donnemarie à l'Ouest du Bourg,
- Route Départementale 77B à l'Est du Bourg,
- Route Départementale 62E, dans le prolongement de la route de Luisetaines au Nord du Bourg.

9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? (environ en ha)

Sans objet.

2.1.2 Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?

Non.

11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

- **D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ?** Non
- **D'une zone conchylicole ?** Non
- **D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?**

La commune de Sigy n'est pas concernée par un captage ou des périmètres de protection de captages destinés à la production d'eau potable.

L'Agence Régionale de Santé signale toutefois la présence d'un captage actif sur la commune des Ormes-sur-Voulzie (les Ormes sur Voulzie 1, n°02598X0005), dont la procédure d'instauration des périmètres de protection est en cours.

D'un périmètre de protection des risques d'inondations ? Non

12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?

- **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?**

Le SAGE de la Bassée-Voulzie est en cours d'élaboration.

- **Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ?** Non.
- **Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?** Le SCoT du Grand Provinois est en cours d'élaboration.
- **Autres ?** Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands de la période 2016 – 2021 entré en vigueur le 20 décembre 2015.

13) Le territoire dispose-t-il ?

- **De cours d'eau de première catégorie piscicole ?** Non.
- **Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ?** Non.

14) Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité ?

- Natura 2000 ? Non.
- ZNIEFF de type 1 ? Non.
- ZNIEFF de type 2 ? Non.
- Zone humide ?

Les données de la DRIEE indiquent des zones humides de classe 2 et classe 3 sur le territoire communal, principalement dans la vallée de l'Auxence.

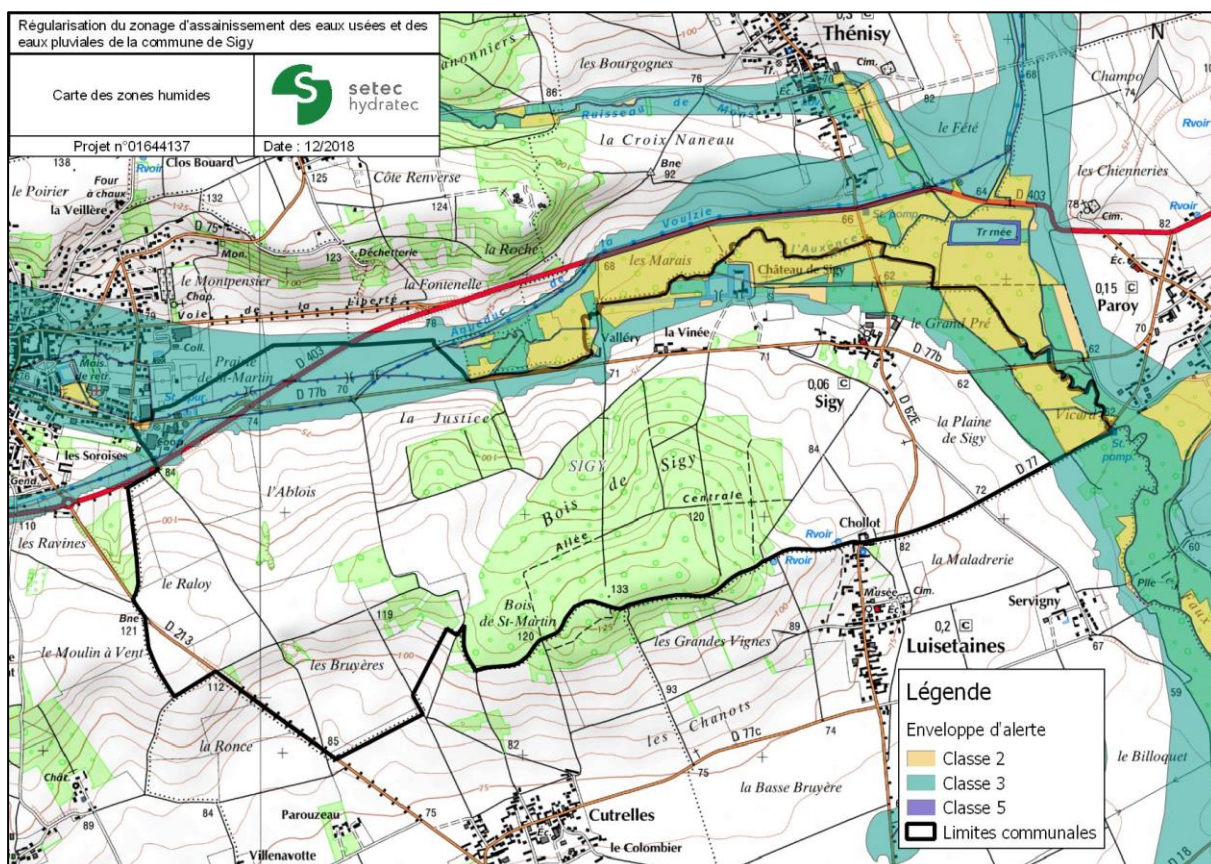


Figure 1 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)

- **Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?** La carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France montre la présence :
 - d'un réservoir de biodiversité,
 - de corridors fonctionnels entre les réservoirs de biodiversité,
 - d'un corridor fonctionnel diffus au sein du réservoir de biodiversité,
 - d'un corridor (ou continuum) de la sous-trame bleue,
 - d'un point de fragilité d'un corridor arboré (Passages prolongés en cultures).

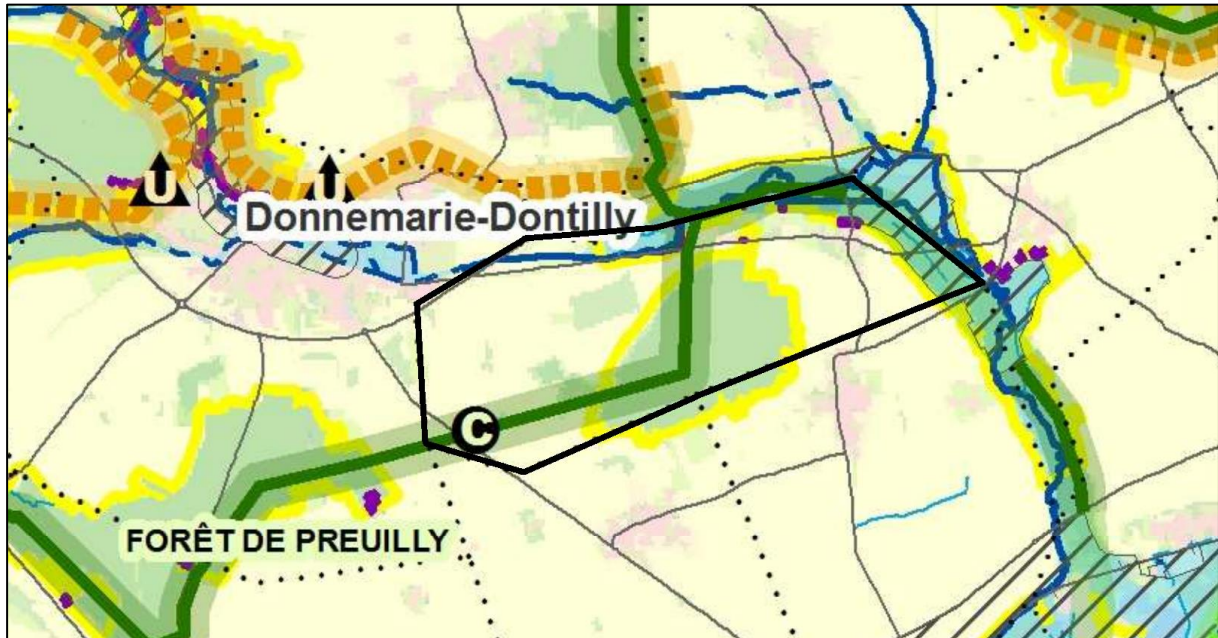


Figure 2 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)

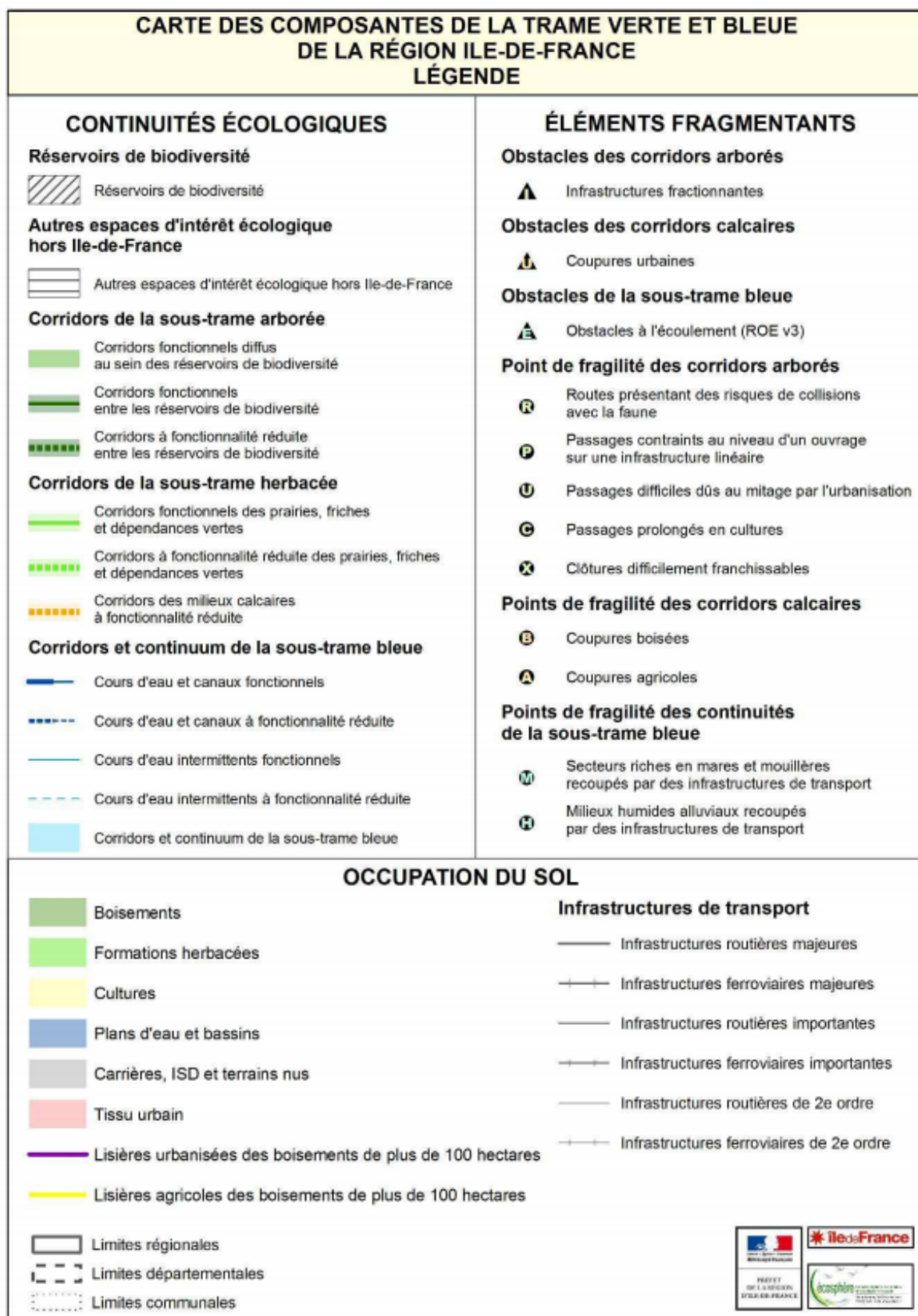


Figure 3 : Légende de la carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France

- **Présence connue d'espèces protégées ?** Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien mentionne la présence de plusieurs espèces protégées sur la commune de Sigy. Ces espèces sont listées ci-après :

Liste Rouge de la flore vasculaire d'Ile de France

CR

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Gentiana cruciata</i> L., 1753	Gentiane croisetie	1854	➤
<i>Glebionis segetum</i> (L.) Fourr., 1869	Chrysanthème des moissons, Chrysanthème des blés	1920	➤

EN

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Atropa belladonna</i> L., 1753	Belladone, Bouton-noir	1957	➤
<i>Gentianella germanica</i> (Willd.) Börner, 1912	Gentianelle d'Allemagne	1854	➤
<i>Gypsophila muralis</i> L., 1753	Gypsophile des murailles, Gypsophile des moissons	1920	➤
<i>Myosurus minimus</i> L., 1753	Queue-de-souris naine	1920	➤
<i>Viscaria vulgaris</i> Bernh., 1800	Silene visqueux	1934	➤
<i>Viscaria vulgaris</i> subsp. <i>vulgaris</i> Bernh., 1800	Silene visqueux	1934	➤

Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Épipactis à larges feuilles, Elléborine à larges feuilles	2005	➤
<i>Neottia nidus-avis</i> (L.) Rich., 1817	Néottie nid d'oiseau, Herbe aux vers	2005	➤
<i>Neottia ovata</i> (L.) Bluff & Fingerh., 1837	Grande Listère	2007	➤
<i>Orchis purpurea</i> Huds., 1762	Orchis pourpre, Grivollée	2005	➤

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Convallaria majalis</i> L., 1753	Muguet, Clochette des bois	2005	>
<i>Dianthus armeria</i> L., 1753	Oeillet velu, Armoirie, Oeillet à bouquet	2015	>
<i>Dianthus armeria</i> subsp. <i>armeria</i> L., 1753	Oeillet à bouquet	2015	>
<i>Dioscorea communis</i> (L.) Caddick & Wilkin, 2002	Sceau de Notre Dame	2015	>

Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale

Article 1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anemone ranunculoides</i> L., 1753	Anémone fausse-renoncule	2016	>
<i>Anemone ranunculoides</i> subsp. <i>ranunculoides</i> L., 1753	Anémone fausse-renoncule	2016	>
<i>Viscaria vulgaris</i> Bernh., 1800	Silene visqueux	1934	>
<i>Viscaria vulgaris</i> subsp. <i>vulgaris</i> Bernh., 1800	Silene visqueux	1934	>

Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien

Espèces végétales déterminantes ZNIEFF en Île-de-France

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anemone ranunculoides</i> L., 1753	Anémone fausse-renoncule	2016	>
<i>Anemone ranunculoides</i> subsp. <i>ranunculoides</i> L., 1753	Anémone fausse-renoncule	2016	>
<i>Atropa belladonna</i> L., 1753	Belladone, Bouton-noir	1957	>
<i>Gentiana cruciata</i> L., 1753	Gentiane croisetie	1854	>
<i>Gentianella germanica</i> (Willd.) Börner, 1912	Gentianelle d'Allemagne	1854	>
<i>Glebionis segetum</i> (L.) Fourr., 1869	Chrysanthème des moissons, Chrysanthème des blés	1920	>
<i>Gypsophila muralis</i> L., 1753	Gypsophile des murailles, Gypsophile des moissons	1920	>
<i>Inula salicina</i> L., 1753	Inule à feuilles de saule	2005	>
<i>Myosurus minimus</i> L., 1753	Queue-de-souris naine	1920	>
<i>Viscaria vulgaris</i> Bernh., 1800	Silene visqueux	1934	>
<i>Viscaria vulgaris</i> subsp. <i>vulgaris</i> Bernh., 1800	Silene visqueux	1934	>

Figure 4 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)

• Autres ?

15) Quel est le niveau de qualité⁴ des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ?

D'après les données indiquées dans le SDAGE 2016-2021, l'Auxence (code FRHR41) a pour objectif l'atteinte du bon état global d'ici à 2027. La dérogation, basée sur des raisons économique, technique et naturelle, concerne l'état écologique qui est dégradé par la présence de nutriments et de nitrates.

⁴ L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr>

16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

La commune a indiqué que :

- quelques logements pourraient être construits dans les années à venir, et ils seront localisés dans l'actuelle enveloppe urbaine,
- il n'y a pas d'extension de l'enveloppe urbaine prévue.

17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

L'étude de Schéma Directeur d'Assainissement finalisée en 1996 comprenait la réalisation d'études de sols qui a permis d'établir une carte d'aptitude des sols à l'infiltration (joint en annexe).

2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES

2.2.1 Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

a) Caractéristiques du zonage et contexte

1) Y'a t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?

Sans objet.

2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?

Le SDA de la commune a été finalisé en 1996.

- Ce schéma est-il programmé ou en cours de réalisation pour l'échéance fin 2018 ?

Sans objet.

3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?

En juin 2011, les installations d'assainissement autonomes de la commune de Sigy ont fait l'objet **d'un état des lieux inventoriant toutes les installations** et caractérisant leur fonctionnement et leur impact sur le milieu.

- **Les non conformités ont-elles été levées ?**

Quelques habitations ont fait l'objet d'une réhabilitation après cette étude.

- **Sont-elles en cours ?** La réhabilitation des autres installations est à venir.

4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif ?

Non.

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?

Forage sur la parcelle YA22.

- **Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?**

Non

6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?

Non.

7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?

Il n'y a pas de station de traitement des eaux usées sur la commune.

- **Par temps sec ?** Sans objet
- **Par temps de pluie ?** Sans objet
- **De façon saisonnière ?** Sans objet
- **Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?**

Sans objet

8) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?

Sans objet.

- **Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?** Sans objet.
- **Autres ?** Sans objet.

2.2.2 Zones où des mesures doivent-être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement

a) Caractéristiques du zonage et contexte

1) Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :

- **Des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ?** Non.
- **De ruissellement ?** Non.
- **De maîtrise de débit ?** Non.
- **D'imperméabilisation des sols ?** Non.

2) Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?

Non.

3) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?

Non.

- **Si oui, fournir si possible une carte.** Sans objet.

4) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...) ?

Non

Si oui, fournir si possible une carte. Sans objet.

5) Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?

Des préconisations ont été faites dans le projet de zonage eaux pluviales qui concerne la présente demande au cas par cas.

Si oui, lesquelles ?

Pour les zones urbaines :

- Les eaux pluviales sont à gérer prioritairement à la parcelle avec l'emploi de techniques alternatives
- En cas d'impossibilité technique de gérer à la parcelle tout ou partie des eaux de ruissellement, le rejet des eaux pluviales est à réguler.

Pour les zones rurales : il est à noter que la gestion de l'eau et la gestion des sols sont inséparables. C'est pourquoi, il faut éviter de labourer dans le sens de la pente sur les flancs de la vallée, désherber systématiquement les cultures, supprimer talus, haies, fossés et bandes enherbées, etc. car cela peut concourir à augmenter le ruissellement lorsque les précipitations sont fortes, et donc à amplifier les inondations.

6) Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ?

Non.

7) Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Loi sur l'eau ?

Non.

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

8) Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? Selon quelle fréquence ? Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?

Non.

9) Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?

Les tableaux ci-dessous indiquent les arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles liées aux inondations sur la commune de Sigy.

Nombre d'arrêtés de <u>catastrophes naturelles</u> : 2				
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
77PREF19990490	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue : 1				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
77PREF19830649	08/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983

Figure 5 : Liste des arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles liées aux inondations sur la commune de Sigy

10) Avez-vous subi des coulées de boues ? Glissement de terrain dû à un phénomène pluvieux ?

Voir 9).

11) Votre territoire fait-il parti :

- **D'un SAGE en déficit d'eau ?**

Le SAGE de la Bassée-Voulzie est en cours d'élaboration ; au moment de la présente demande, il n'y a pas de données disponibles sur ce sujet.

- **D'une zone de répartition des eaux ?**

La commune de Sigy est incluse dans le périmètre de la masse d'eau de l'Albien-Néocomien captif classée en zone de répartition des eaux.

2.2.3 Zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement

a) Caractéristiques de la zone et contexte

1) Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?

Oui.

2) L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution pluviale ?

Non.

- **Des prescriptions ont-elles été proposées ?**

Sans objet.

- **Si oui, lesquelles ?**

Sans objet.

3) La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Non

- **Si oui, lesquels et pour quel objectif ?** Sans objet

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

4) Les équipements prévus consommeront ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ? Sans objet.

2.3 AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)

5) Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Nous estimons qu'il n'est pas nécessaire que les projets de zonage fassent l'objet d'une évaluation environnementale.

Le zonage des eaux usées proposé consiste à maintenir la situation actuelle (maintien de l'assainissement non collectif). Les installations de traitement ont fait l'objet d'un inventaire complet en 2011, et quelques-uns d'entre eux ont fait l'objet d'une réhabilitation, cette dernière allant dans le sens de la protection de l'environnement. Il est également rappelé que le règlement d'assainissement impose la réhabilitation des installations à compter de la notification des travaux à effectuer par le SPANC suite à un contrôle.

Concernant le zonage des eaux pluviales, il est inexistant à ce jour. Il convient donc de l'établir. A ce jour, aucun problème d'inondation n'est connu dans les secteurs urbanisés.



ANNEXES

ANNEXE 1

CARTE DU PROJET DE ZONAGE EAUX USEES

ANNEXE 2 :

CARTES DU PROJET DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES

